



# Déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2024

Ce formulaire est destiné aux personnes physiques résidentes et non résidentes. La déclaration est à remettre remplie et signée pour le 31 décembre 2025 au bureau d'imposition compétent sous peine d'un supplément d'impôt pour dépôt tardif ou non-dépôt.

## Signalétique

	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Nom	<input type="text"/> 101	<input type="text"/> 102
Prénom	<input type="text"/> 103	<input type="text"/> 104
N° d'identification national/ date de naissance	<input type="text"/> 105	<input type="text"/> 106
Lieu de naissance (localité / pays)	<input type="text"/> 107	<input type="text"/> 108
Numéro de dossier		
A indiquer obligatoirement (si attribué) : <input type="text"/> 109		
Profession ou genre de l'activité	<input type="text"/> 110	<input type="text"/> 111
Téléphone (accessible le jour)	<input type="text"/> 112	<input type="text"/> 113
Courriel	<input type="text"/> 114	<input type="text"/> 115
Domicile ou séjour habituel <u>actuel</u>		
Numéro - rue	<input type="text"/> 116 <input type="text"/> 117	<input type="text"/> 118 <input type="text"/> 119
Code postal - localité	<input type="text"/> 120 <input type="text"/> 121	<input type="text"/> 122 <input type="text"/> 123
Pays	<input type="text"/> 124	<input type="text"/> 125
<u>Ancien domicile ou séjour habituel à indiquer uniquement en cas de changement entre le 1/1/2024 et le 31/12/2024</u>		
Du 1/1/2024 au	<input type="text"/> 126	<input type="text"/> 127
Autre numéro - rue	<input type="text"/> 128 <input type="text"/> 129	<input type="text"/> 130 <input type="text"/> 131
Autre code postal - localité	<input type="text"/> 132 <input type="text"/> 133	<input type="text"/> 134 <input type="text"/> 135
Autre pays	<input type="text"/> 136	<input type="text"/> 137
<b>Pour les personnes non-résidentes</b>		
Numéro d'identification fiscale (si attribué)	<input type="text"/> 138	<input type="text"/> 139
Pays émetteur	<input type="text"/> 140	<input type="text"/> 141

N° dossier

Année 2024

1. Enfants ayant fait partie du ménage du contribuable

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / numéro d'identification	Demande de la modération d'impôt pour enfants *	Spécification de la formation professionnelle (école/université)
a) Enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2024 ou nés en cours de l'année 2024			
201	202	<input type="checkbox"/> * 203	
204	205	<input type="checkbox"/> * 206	
207	208	<input type="checkbox"/> * 209	
210	211	<input type="checkbox"/> * 212	
b) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2024 et ayant poursuivi de façon continue des études de formation professionnelle			
213	214	<input type="checkbox"/> * 215	216
217	218	<input type="checkbox"/> * 219	220
221	222	<input type="checkbox"/> * 223	224
c) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2024 jouissant de l'allocation familiale continuée (enfants handicapés ou infirmes)			
225	226	<input type="checkbox"/> * 227	

\* A cocher uniquement au cas où la modération d'impôt pour enfants n'a pas été accordée sous la forme d'allocation familiale par la CAE, d'aide financière de l'Etat pour études supérieures ou d'aide aux volontaires.

Dans le cas des contribuables vivant en ménage sans être mariés, qui ont des enfants communs pour lesquels aucune allocation familiale, aide financière pour études supérieures ou aide aux volontaires n'a été payée, la modération d'impôt pour enfant sous la forme de dégrèvement d'impôt sera accordée à un seul des parents (modèle 104).

7510 | 7520

2. Enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable

Voir rubrique «charges extraordinaires» CE (page 19, cases 1724 et suivantes)

3. Demande de l'application du crédit d'impôt monoparental - CIM

☐ 228 Je demande le crédit d'impôt monoparental pour personne appartenant à la classe 1a, ayant au moins un enfant appartenant au ménage et à laquelle le crédit d'impôt monoparental n'a pas été bonifié par l'intermédiaire de l'employeur ou d'une caisse de pension. Le crédit d'impôt n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Nom et prénom de l'enfant (enfant(s) visé(s) sous 1 ci-dessus)	Montant mensuel de l'allocation perçue *
229	230
231	232
233	234

\* Par allocations, il convient de comprendre les rentes alimentaires, le paiement des frais d'entretien, d'éducation et de formation professionnelle, etc. Les rentes-orphelins et les prestations familiales (allocations familiales) n'entrent pas en ligne de compte.

Lorsqu'aucun revenu n'est déclaré dans les rubriques C/A, I, S, P, CM, L et D, les moyens de subsistance doivent être indiqués ci-dessous:

235

236

4. Demande de la bonification d'impôt pour enfant

☐ 237 Demande pour la bonification d'impôt pour les enfants pour lesquels le droit à une modération d'impôt a expiré en 2022 ou en 2023. Au-delà d'un revenu imposable ajusté de 76 600 €, la bonification d'impôt n'est plus accordée, sauf lorsque le nombre d'enfants visés au point 1 ci-dessus ainsi qu'au présent point dépasse 5 unités.

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / numéro d'identification
238	239
240	241

0805

N° dossier										Année 2024									

## État civil

☐ 301 Célibataire☐ 302 Marié(e)☐ 303 Divorcé(e)☐ 304 Veuf / veuvedepuis le:  305

Classe d'impôt:

0730

Séparé(e):

☐ 306 - en vertu d'une dispense légale accordée☐ 307 - en vertu d'un jugement de séparation de corps prononcé☐ 308 - en vertu d'une dispense de l'autorité judiciaire accordéedepuis le:  309

## Non-résidents (à remplir par les contribuables qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur séjour habituel au Luxembourg)

## Election facultative d'un domicile au Luxembourg (adresse pour la notification des bulletins d'impôt)

Pour le contribuable

Nom et prénom

310

Date de naissance /  
numéro  
d'identification

312

Année

Mois

Jour

Numéro - rue

314

315

Code postal -  
localité

318

319

Pour le contribuable conjoint/partenaire

311

313

Année

Mois

Jour

316

317

320

321

## Assimilation du non-résident au résident

Demande pour l'application des dispositions de l'article 157 *ter* L.I.R. ou de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique. Tous les revenus de source luxembourgeoise (revenus non exonérés) et de source non luxembourgeoise (revenus exonérés) du contribuable et le cas échéant de son conjoint / partenaire doivent être déclarés.

Le contribuable non résident peut être assimilé au contribuable résident si au moins une des conditions suivantes est remplie (*en ce qui concerne les contribuables non résidents mariés il suffit qu'au moins l'un des époux satisfait à la condition sous A. ou B. et que la demande est faite conjointement par apposition de la signature des 2 conjoints à la page 20*) :

☐ 322 A. au moins 90% des revenus mondiaux sont imposables au Luxembourg (pourcentage à déterminer selon les cases 325 à 327) (les revenus provenant d'une occupation salariée, dont le droit d'imposition ne revient pas au Luxembourg, en vertu d'une convention contre les doubles impositions, sont à assimiler aux revenus imposables au Grand-Duché uniquement à concurrence du revenu non imposable au Luxembourg correspondant au maximum à 50 jours de travail);

☐ 323 B. les revenus nets annuels non soumis à l'impôt sur le revenu luxembourgeois sont inférieurs à 13 000 €;

☐ 324 C. le contribuable non résident ayant sa résidence fiscale en Belgique peut, en vertu des dispositions de l'article 24 § 4a de la convention contre les doubles impositions entre le Luxembourg et la Belgique, être assimilé aux contribuables résidents si plus de 50% des revenus professionnels de son ménage sont imposables au Luxembourg.

Détermination du seuil des revenus imposables au Luxembourg

Total des revenus «non exonérés» x 100

Total des revenus «non exonérés» et «exonérés»



325

x 100

327

=

326

%

Les contribuables non résidents doivent indiquer leurs revenus de source luxembourgeoise dans les colonnes «revenus non exonérés».

☐ 328 Nous déclarons / Je déclare révoquer notre/ma demande d'assimilation formulée auparavant et nous nous déclarons / je me déclare d'accord à être imposé(s) suivant le régime de droit commun.

**Epoux dont l'un est contribuable résident et l'autre une personne non résidente**

### Partenaires (résidents et non-résidents assimilés)

### Imposition individuelle (résidents et non-résidents assimilés)

A défaut de cocher la case 409 et l'une des cases 410 à 412, les **contribuables mariés résidents et non résidents assimilés** seront imposés collectivement à moins qu'ils n'aient exprimés conjointement avant le 31 décembre 2025 un autre choix. Dans ce cas, la case 406 est à cocher. Le/Les choix exprimé(s) ci-dessus est/sont valablement formulé(s) par apposition de la signature des 2 conjoints ou partenaires à la page 20.

## Informations complémentaires

En cas de demande pour une imposition selon les modalités des articles 3<sup>ter</sup>(2) et 3<sup>ter</sup>(3) L.I.R.:

En cas de demande pour une imposition selon les modalités de l'article 3ter (3) L.I.R., remplir les cases 428 et 429 ci-après.

A défaut de remplissage des cases 420 à 423, l'Administration admet une répartition de 50% à chacun des contribuable / contribuable conjoint / partenaire. La somme des taux de pourcentage des cases 420 et 421, ainsi que des cases 422 et 423 doit être de 100%. La répartition des avances communes payées se fait sous réserve de l'article 154 (7) L.I.R.

N° dossier								Année 2024			

Revenus non exonérés				Revenus exonérés			
Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire		Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	

Détermination du bénéfice commercial (diverses demandes page 18 et déclarations de retenues d'impôt à la source page 19) C

A.	Bénéfice d'une entreprise commerciale individuelle	501	502	503	504
B.	Part(s) de bénéfice d'une entreprise commerciale en commun (société en nom collectif, société en commandite simple, etc.)	505	506	507	508
C.	Bénéfice divers				
+	Recettes (commissions d'assurances, autres commissions, etc.; suivant annexe)	509	510	511	512
-	Dépenses (déduction forfaitaire, si applicable)	513	514	515	516
-	Dépenses (suivant annexe)	517	518	519	520
D.	Bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	521	522	523	524
Total A+B+C+D		525	526	527	528
A déduire:		0038	0039	6038	527+528 6039
-	exonération selon l'article 50ter L.I.R. (joindre l'annexe 760)	529	530	6040	
		529+530			
Dans quel Etat partie à l'Accord sur l'EEE autre que le Luxembourg est-ce que vous exploitez un établissement stable exerçant une activité de recherche et de développement ?					
Total A+B+C+D - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2001 à 2004)		532	533	534	535

Détermination du bénéfice agricole et forestier

(diverses demandes page 18 et déclarations de retenues d'impôt à la source page 19)

A.	Bénéfice d'une exploitation agricole individuelle (selon le modèle 141 ou 144)	536	537	538	539
B.	Part(s) de bénéfice d'une exploitation en commun (société en nom collectif, société civile, etc.)	540	541	542	543
C.	Bénéfice forestier				
+	Recettes (suivant annexe)	544	545	546	547
-	Dépenses (suivant annexe)	548	549	550	551
D.	Bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A., B. ou C. ci-dessus (suivant annexe)	552	553	554	555
Total A+B+C+D		556	557	558	559
A déduire:		0058	0059	6058	558+559 6059
-	investissements nouveaux en outillage et matériel productifs, ainsi qu'en aménagement de locaux (article 128ter L.I.R.)	560	561	6060	
		0078	560+561 0079	0080	
-	exonération selon l'article 50ter L.I.R. (joindre l'annexe 760)	562	563	562+563	
Dans quel Etat partie à l'Accord sur l'EEE autre que le Luxembourg est-ce que vous exploitez un établissement stable exerçant une activité de recherche et de développement ?					
Total A+B+C+D - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2005 à 2008)		565	566	567	568

BÉNÉFICE PROVENANT DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION LIBÉRALE

N° dossier								Année 2024							
								Revenus non exonérés				Revenus exonérés			
								Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire		Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	

Détermination du bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale

(diverses demandes page 18 et déclarations de retenues d'impôt à la source page 19)

A. Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale exercée à titre individuel

1. Bénéfice établi suivant bilan et compte de profits et pertes joints

2. Comparaison des recettes et des dépenses (T.V.A. comprise)

+ Recettes (suivant annexe)

- Dépenses d'exploitation (selon le modèle 152)

B. Part(s) de bénéfice de l'exercice en commun de la profession libérale (société civile, etc.)

C. Bénéfice de cession ou de cessation non compris sous A. ou B. ci-dessus (suivant annexe)

D. Jetons de présence (conseils communaux, etc.)

+ Montant brut (suivant annexe)

- Dépenses

Total A+B+C+D

E. Tantièmes

+ Montant brut (suivant annexe)

- Dépenses

Total A+B+C+D+E

A déduire:

- exonération selon l'article 50ter L.I.R. (joindre l'annexe 760)

Dans quel Etat partie à l'Accord sur l'EEE autre que le Luxembourg est-ce que vous exploitez un établissement stable exerçant une activité de recherche et de développement ?

Total A+B+C+D+E - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2009 à 2012)

601

602

603

604

605

606

607

608

609

610

611

612

613

614

615

616

617

618

619

620

621

622

623

624

625

626

627

628

629

630

631

632

0094

0095

633

634

635

636

0096

0098

637

638

639

640

0097

0099

641

642

643

644

0108

0109

6108

643+644

6109

6110

645

646

645+646

647

648

649

650

651

6/20

modèle 100 F

N° dossier

Année 2024

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant d'une occupation salariée

S1

(indiquer les cotisations obligatoires à la page 16, cases 1601 à 1604 et les retenues d'impôt à la source sur les salaires à la page 19, cases 1901 à 1902)

A.	Premier contrat de louage de service	701	702	703	704
B.	Deuxième contrat de louage de service	705	706	707	708
C.	Prestations en cas de maladie, de maternité, d'accident et de chômage	709	710	711	712
D.	Autre(s) (à spécifier)				
		713	714	715	716
			717		
Total A+B+C+D		718	719	720	721
E.	Salaire brut versé dans le cadre du régime d'imposition forfaitaire des articles 137(5) et 137(5a) L.I.R. (en cas de demande en régularisation, veuillez indiquer toutes les rémunérations soumises à l'imposition forfaitaire)	2112	2119		
		722	723	724	725
		2113	2120		
Total A+B+C+D+E		726	727	728	729
(le(s) certificat(s) est(sont) à joindre en annexe)					

A déduire:

a)

- Salaires payés pour les heures supplémentaires	730	731	732	733
	2114	2121		
- Suppléments de salaires pour travail de nuit, de dimanche et de jours fériés	734	735	736	737
	2115	2122		
- Autres exemptions (à spécifier)	738	739	740	741
	2116	2123		
	742			

b)

Frais d'obtention (minimum forfaitaire de 540 € par salarié, majoré en cas d'invalidité ou d'infirmité). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	743	744	745	746
	2117	2124		

c)

Frais de déplacement (lorsque l'éloignement dépasse 4 unités d'éloignement sans en dépasser 30, la déduction forfaitaire est de 99 € par unité. Les 4 premières unités ne sont pas prises en compte et la déduction est limitée à 2 574 €)	747	748	749	750
	2118	2125		
Désignation du lieu de travail (en cas de plusieurs lieux de travail, les cases 763 à 778 ci-après sont à remplir)	751	752	753	754
	755	756	757	758
Total des déductions				
Total A+B+C+D+E - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2013 à 2016)	759	760	761	762
	0128	0129	6128	6130
				6129

Plusieurs lieux de travail

S2

		Contribuable		Contribuable conjoint / partenaire	
1 <sup>er</sup> lieu de travail	Commune	763		764	
	Période	du 765	au 766	du 767	au 768
	Fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 769 <input type="checkbox"/> par mois		jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 770 <input type="checkbox"/> par mois	
2 <sup>e</sup> lieu de travail	Commune	771		772	
	Période	du 773	au 774	du 775	au 776
	Fréquence	jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 777 <input type="checkbox"/> par mois		jour(s) <input type="checkbox"/> par semaine 778 <input type="checkbox"/> par mois	

N° dossier

Année 2024

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Revenus non exonérés		Revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire	Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire

Détermination du revenu net résultant de pensions ou de rentes

P1

(indiquer les cotisations obligatoires à la page 16, cases 1601 à 1604 et les retenues d'impôt à la source sur les pensions à la page 19, cases 1903 à 1904)

A.	Pensions et autres allocations (montant brut) payées par les anciens employeurs ou par les caisses autonomes de retraite	801	802	803	804
		805	806	807	808
Total A		809	810	811	812
		2132	2139		
B.	+ Rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse (montant brut)	813	814	815	816
-	Exemption de 50% (art. 115, no 14a L.I.R.)	817	818	819	820
C.	+ Arrérages de rentes et d'autres allocations et avantages périodiques (montant brut) non compris sous A. ou B. ci-dessus	821	822	823	824
-	Exemption de 50% maximum (art. 115, no 14 L.I.R.)	825	826	827	828
-	Autres exemptions (à spécifier)				
	829	830	831	832	833
	834	835	836	837	838
	839	840	841	842	843
Total B+C		844	845	846	847
		2133	2140		
Total A+B+C		848	849	850	851

A déduire:				
Frais d'obtention (minimum forfaitaire de 300 €). En cas de déduction des frais effectifs, les détails sont à joindre en annexe	852	853	854	855
	2134	2141		

Total A+B+C - déductions (revenu à reporter à la page 20, cases 2017 à 2020)	856	857	858	859
	0148	0149	6148	858+859 6149
				6150

Abattement extra-professionnel

P2

☐ 860

Demande pour l'abattement extra-professionnel au sens de l'article 129b (2) c) L.I.R. applicable aux conjoints et partenaires

La rente / pension existe depuis le

861

L'abattement est applicable lorsque l'un des conjoints / partenaires réalise un bénéfice commercial, un bénéfice agricole et forestier, un bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ou un revenu d'une occupation salariée et lorsque l'autre réalise depuis moins de 36 mois (au début de l'année d'imposition) un revenu résultant de pensions ou de rentes.

Pension ou rente à soumettre à la contribution dépendance	862	863
	0153	862+863 0154
		0155
Frais d'obtention à déduire	864	865
	0157	864+865 0158
		0156



N° dossier								Année 2024			

Revenus non exonérés				Revenus exonérés			
Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire		Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	

Détermination du revenu net provenant de capitaux mobiliers

(indiquer les retenues d'impôt à la source à la page 19)

Les frais d'obtention en relation directe avec un investissement de la présente catégorie de revenus sont à porter en déduction des revenus y relatifs; les détails sont à fournir sur une annexe ou moyennant le modèle 180.

CM

A.

**Revenus soumis à la retenue d'impôt à la source libératoire luxembourgeoise sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière (en vertu des articles 6 et 6bis de la loi modifiée du 23 décembre 2005) ne sont pas à déclarer**  
(le montant de la retenue d'impôt à la source sur revenus de capitaux opérée sur des revenus à imposer au titre de bénéfice commercial, de bénéfice agricole et forestier ou de bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale est à mentionner sur la feuille «Retenues d'impôt à la source / diverses demandes RD»)

B.

**Revenus passibles de la retenue d'impôt à la source luxembourgeoise**  
Produits d'actions, de parts de capital, de parts bénéficiaires ou d'autres participations provenant d'organismes à caractère collectif et autres produits (montant brut - exemption de 50%)

901

902

C.

**Revenus non soumis à la retenue d'impôt à la source luxembourgeoise**

a)

Produits de valeurs mobilières en provenance d'Etats avec lesquels le Luxembourg a conclu des conventions contre les doubles impositions (montant brut - exemption de 50%)

903

904

905

906

b)

Produits de valeurs mobilières provenant d'Etats non visés sous a) ci-dessus

907

908

909

910

c)

Revenus alloués par les sociétés de gestion de patrimoine familial (SPF), les organismes de placement collectif (OPC) de droit luxembourgeois, y compris les sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR)

911

912

913

914

d)

Intérêts d'obligations, de dépôts d'épargne et d'autres créances (prêts, avoirs, comptes courants, dépôts, comptes d'épargne non visés sous A.)

915

916

917

918

D.

**Autres revenus de capitaux non visés ci-dessus**  
(revenus au sens de l'article 97 (1) n<sup>os</sup> 6 à 9 L.I.R.)

919

920

921

922

**Total B+C+D**

923

924

925

926

A déduire:

**Frais d'obtention:** minimum forfaitaire (25 €); le forfait est doublé dans le chef des époux ou partenaires imposables collectivement (50 €). Ce forfait est déductible à défaut de frais d'obtention en rapport avec les différents investissements de la présente catégorie de revenus

927

928

929

930

**Tranche exemptée (article 115, no 15 L.I.R.):** maximum 1 500 €; ce plafond est doublé dans le chef des époux ou partenaires imposables collectivement. La déduction ne peut pas dépasser le total des revenus

931

932

933

934

**Total B+C+D - déductions** (revenu à reporter à la page 20, cases 2021 à 2024)

935

936

937

938

0168

0169

6168

6169

0170

6170

Revenu net de capitaux mobiliers à soumettre à la contribution dépendance

939

940

0173

939+940

0174

0175

N° dossier

Année 2024

Revenus non exonérés

Contribuable

Contribuable  
conjoint/partenaire

Revenus exonérés

Contribuable

Contribuable  
conjoint/partenaire

Détermination du revenu net provenant de la location de biens

L1

A. Revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties (selon le modèle 190/210), non bâties (selon le modèle 195) et de biens meubles

1001

1002

1003

1004

2201

2211

6701

6711

B. Parts de revenu provenant de la location ou de l'affermage de propriétés bâties de copropriétés indivises (selon les modèles 200 et 190/210)

1005

1006

1007

1008

2202

2212

6702

6712

C. Revenu provenant de la concession du droit d'extraction de substances minérales, p.ex. minerais, pierres et terres (suivant annexe)

1009

1010

1011

1012

2203

2213

6703

6713

D. Revenu provenant de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage de droits de propriété industrielle ou intellectuelle, p.ex. brevets, droits d'auteur (suivant annexe)

1013

1014

1015

1016

2204

2214

6704

6714

E. Perte de location en relation économique avec un immeuble en voie de construction

1017

1018

1019

1020

2205

2215

6705

6715

F. - Intérêts débiteurs déductibles ou arrérages de rentes viagères en rapport avec l'habitation librement disponible pour les besoins personnels d'habitation du propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers non comprise sous A. ou B. (remplir rubrique L2 ci-après)

1021

1022

1023

1024

2206

2216

6706

6716

- Part non encore déduite des frais importants d'obtention (règlement grand-ducal du 31/7/1980)

1025

1026

1027

1028

2207

2217

6707

6717

Total (revenu à reporter à la page 20, cases 2025 à 2028)

1029

1030

1031

1032

0188

0189

6188

6189

0190

6190

Intérêts débiteurs déductibles ou arrérages de rentes viagères en rapport avec l'habitation librement disponible pour les besoins personnels d'habitation du propriétaire ou cédée gratuitement à des tiers

L2

Détail des dettes, des arrérages de rentes et des charges permanentes en rapport avec l'(les) immeuble(s) précité(s) (terrain, construction, etc.).

Contribuable

Contribuable  
conjoint/partenaire

Nom de l'établissement de crédit ou nom et adresse du bénéficiaire de la rente

Relation économique de la dette ou nature de la rente

Montant de la dette au 31/12/2024

Intérêts débiteurs ou charges acquittés (subvention et bonification déduites)

1033

1034

1035

1036

1037

1038

1039

1040

1041

1042

1043

1044

1045

1046

1047

La valeur locative (fixée à 0% de la valeur unitaire) peut être réduite dans les limites et jusqu'à concurrence d'un plafond des intérêts et des arrérages de rentes viagères (diminués d'une éventuelle subvention ou bonification). Le plafond est majoré de son propre montant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage du contribuable.

La fixation de la valeur locative se fait par rapport à l'occupation effective pour l'année d'imposition 2022 et les années précédentes et par rapport à la disponibilité effective à partir de l'année d'imposition 2023.

Habitation A

Habitation sise à

1048

Numéro - rue

1049

1050

Disponible depuis le

1051

Habitation B

Habitation sise à

1052

Numéro - rue

1053

1054

Disponible depuis le

1055

Date de disponibilité de l'habitation

Intérêts déductibles

après le 31/12/2022

déduction intégrale

entre le 31/12/2018 et le 1/1/2023

plafond de 4 000 €

entre le 31/12/2013 et le 1/1/2019

plafond de 3 000 €

avant le 1/1/2014

plafond de 2 000 €

Revenu net de la location de biens à soumettre à la contribution dépendance

1056

1057

0193

1056+1057

0194

0195

10/20

modèle 100 F

N° dossier								Année 2024			

## Revenus non exonérés

## Revenus exonérés

Contribuable

Contribuable  
conjoint/partenaire

Contribuable

Contribuable  
conjoint/partenaire

## Détermination des revenus nets divers

D1

A. Revenu provenant de la cession à titre onéreux de participations importantes dans des organismes à caractère collectif (p.ex. sociétés de capitaux, sociétés coopératives, etc.) ou du partage total ou partiel de l'actif net investi de pareils organismes (suivant annexe)

1. Bénéfice de spéculation	1101	1102	1103	1104
2. Bénéfice de cession	1105	1106	1107	1108

B. Revenu provenant de plus-values réalisées lors de la cession de biens du patrimoine privé (selon le modèle 700)

1. Bénéfice de spéculation	1109	1110	1111	1112
2. Bénéfice de cession	1113	1114	1115	1116

C. Revenu provenant de prestations diverses non comprises dans une autre catégorie de revenus (p. ex. entreprises occasionnelles, commissions secrètes, etc.)

+ Recettes (suivant annexe)

1117	1118	1119	1120
------	------	------	------

- Frais d'obtention (suivant annexe)

1121	1122	1123	1124
------	------	------	------

D. Remboursement sous forme de capital ou de retrait annuel en exécution d'un contrat de prévoyance-vieillesse, restitution de l'épargne à l'ayant droit en cas de décès de l'épargnant, ainsi que le remboursement anticipé du capital épargné pour des raisons d'invalidité ou de maladie grave (art. 99, no 4 L.I.R.)

1125	1126	1127	1128
------	------	------	------

E. Autre remboursement résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse non visé sous D. (article 99, no 5 L.I.R.)

1129	1130	1131	1132
------	------	------	------

Revenu à reporter (revenu à reporter à la page 20, cases 2029 à 2032)

1133	1134	1135	1136
0208	1133+1134	0209	6208
	0210		1135+1136
			6209
			0210

Revenus nets divers à soumettre à la contribution dépendance

1137	1138
0213	1137+1138
	0214
	0215

## Acquisitions et cessions de biens immobiliers

D2

Date de l'acte notarié		Nature du bien immobilier	Situation du bien immobilier	Superficie	Nom et adresse complète du cédant ou de l'acquéreur	Prix d'acquisition (frais d'acte compris) ou prix de cession
Acquisition	Cession					
1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145
1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152
1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159
1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166
1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173

En cas de cession de biens immobiliers, le modèle 700 est à remplir.

N° dossier

Année 2024

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Revenus non exonérés

Contribuable

Contribuable  
conjoint/partenaire

Revenus extraordinaires

EX

☐ Demande pour l'application des taux de l'article 131 L.I.R. à l'endroit des revenus extraordinaires au sens de l'article 132 L.I.R. mentionnés ci-après. Les revenus sont compris dans le total des revenus nets.

Nature des revenus			
	1201	1202	1203
	1204	1205	1206
	1207	1208	1209
	1210	1211	1212
		1213	1214
totaux			
Application de l'article 132 (1) L.I.R. (étalement)		1215	1216
	1706	1215+1216	2706
		0706	
Application de l'article 132 (2) L.I.R. (50% du taux global)		1217	1218
	1707	1217+1218	2707
		0707	
Application de l'article 132 (3) L.I.R. (25% du taux global)		1219	1220
	1708	1219+1220	2708
		0708	
Application de l'article 133 L.I.R.		1221	1222
	1709	1221+1222	2709
		0709	

N° dossier								Année 2024			

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

Ne sont à déclarer que les dépenses qui ne sont à considérer ni comme dépenses d'exploitation, ni comme frais d'obtention et qui ne sont pas en rapport économique avec des revenus exemptés.

A. Arrérages de rentes et de charges permanentes

1. Dus en vertu d'une obligation particulière
2. Payés au conjoint divorcé (maximum 24 000 € par conjoint divorcé):
  - à l'occasion d'un divorce par consentement mutuel
  - fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé après le 31/12/1997
  - fixés par décision judiciaire dans le cadre d'un divorce prononcé avant le 1/1/1998

☐ 1307 Une demande conjointe du débiteur et du bénéficiaire de la rente est jointe à la présente déclaration

Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	
1301		1302	
1400	1301+1302		2400
		* 0400	
1303		1304	
1405	1303+1304		2405
		* 0405	
1305		1306	
1406	1305+1306		2406
		* 0406	
1308		1309	
1407	1308+1309		2407
		* 0407	

Détails concernant les arrérages de rentes et de charges permanentes versés (cases 1301 à 1309)

Nom et adresse complète du bénéficiaire	Nature de la rente	Déduit à la case	Charges et arrérages versés en 2024	
1310	1311	1312	1313	1314
1315	1316	1317	1318	1319
1320	1321	1322	1323	1324
1325	1326	1327	1328	1329
1330	1331	1332	1333	1334
1335	1336	1337	1338	1339

N° dossier

Année 2024

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

B.a) Intérêts débiteurs

En relation économique avec des prêts de consommation, finançant des voitures, des biens meubles, etc. (les intérêts débiteurs en rapport avec des immeubles bâtis ou en voie de construction sont à inscrire à la page 10, cases 1033 à 1047)

Nom et adresse du créancier	Relation économique de la dette	Montant de la dette au 31/12/2024
1401	1402	1403
1406	1407	1408
1411	1412	1413
1416	1417	1418
1421	1422	1423
1426	1427	1428
1431	1432	1433

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Intérêts débiteurs (subvention et bonification déduites)	
1404	1405
1409	1410
1414	1415
1419	1420
1424	1425
1429	1430
1434	1435

B.b) Primes d'assurance et cotisations

1. Primes versées à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile à des compagnies d'assurance agréées et ayant leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne (ne sont pas déductibles les primes en relation avec les risques suivants: dégâts, vol, incendie, bris de glace, casco, etc.)
2. Cotisations versées à des sociétés de secours mutuels reconnues, dont le but est d'assurer les risques de maladie, d'accident, d'incapacité de travail, d'infirmité, de chômage, de vieillesse ou de décès

Entreprise d'assurance / mutuelle	Risque assuré (indiquer en outre le début et la fin de la durée contractuelle des assurances en cas de vie)
1436	1437
1440	1441
1444	1445
1448	1449
1452	1453
1456	1457
1460	1461
1464	1465

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Primes versées en 2024 (taxes et frais compris)	
1438	1439
1442	1443
1446	1447
1450	1451
1454	1455
1458	1459
1462	1463
1466	1467
1468	1469

Plafond de 672 €, majoré le cas échéant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage

1470

Le montant le moins élevé, somme des cases 1468 et 1469 ou plafond, est à inscrire dans la case 1471

1471

\* 0430

14302430

Majoration plafond: versement d'une prime unique au titre d'une assurance temporaire au décès à capital décroissant en vue d'assurer le remboursement d'un prêt consenti pour:

- l'acquisition d'un équipement professionnel
- les investissements en besoins personnels d'habitation

Chaque enfant déclenche une majoration du plafond à utiliser au choix du contribuable ou du contribuable conjoint/partenaire (indiquer le nombre d'enfants)

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
<input type="checkbox"/> 1472	<input type="checkbox"/> 1473
<input type="checkbox"/> 1474	<input type="checkbox"/> 1475
1476	1477

N° dossier				Année 2024			

## 1. Dépenses spéciales déductibles couvertes par le minimum forfaitaire

## C. Cotisations payées à titre personnel

Cotisations payées à titre personnel en raison d'une assurance continuée, volontaire ou facultative, et d'un achat de périodes en matière d'assurance maladie et d'assurance pension auprès d'un régime de sécurité sociale

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1501	1502
1420	1501+1502 2420
* 0420	

## D. Prévoyance-vieillesse

Versements visés par l'article 111 <i>bis</i> L.I.R.	Début du contrat	Fin du contrat
1503	1504	1505
1508	1509	1510
total		

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Versées en 2024	
1506	1507
1511	1512
1513	1514
1433	1513+1514 2433
* 0433	

Paielements visés par l'article 111 <i>ter</i> L.I.R.	Début du contrat	Fin du contrat
1515	1516	1517
1520	1521	1522
total		

Payées en 2024	
1518	1519
1523	1524
1525	1526
1434	1525+1526 2434
* 0434	
1527	1528

Plafond de 3 200 € pour le contribuable et 3 200 € pour le conjoint / partenaire

## E. Epargne-logement

Cotisations versées à des caisses d'épargne-logement agréées dans un Etat membre de l'Union européenne en vertu d'un contrat d'épargne-logement

Caisse d'épargne-logement	N° d'identification du souscripteur	Début du contrat
1529	1530	1531
1534	1535	1536
1539	1540	1541
1544	1545	1546
total		

Plafond de 672 € (1 344 € si l'âge du souscripteur est de 18 à 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition), majoré le cas échéant pour le conjoint, pour le partenaire et pour chaque enfant ayant fait partie du ménage. Le montant le moins élevé, total des cases 1549 et 1550 ou les plafonds, sont à inscrire dans les cases 1551 et 1552

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
Cotisations versées en 2024	
1532	1533
1537	1538
1542	1543
1547	1548
1549	1550
1551	1552
1443	2443

## Total des dépenses spéciales couvertes par le minimum forfaitaire (cases 1301 à 1552)

Si le montant des dépenses spéciales (case 1553) est inférieur au minimum forfaitaire, celui-ci s'y substitue. Le minimum forfaitaire s'élève à 480 € par an; ce montant est doublé dans le chef des conjoints et des partenaires imposables collectivement et percevant chacun des revenus d'une occupation salariée

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1553	1554
* 0450	
0448	0449

N° dossier										Année 2024									

2. Dépenses spéciales déductibles en dehors du minimum forfaitaire

A. Cotisations obligatoires

Prélèvements et cotisations en raison de l'affiliation obligatoire des salariés et des non-salariés à un établissement de sécurité sociale luxembourgeois ou étranger, ainsi que la retenue pour pension opérée dans le secteur public

En relation avec des revenus non exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1601	1602
0498	0499
1601+1602	
* 0500	

En relation avec des revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1603	1604
6498	6499
1603+1604	
6500	

B. Régimes complémentaires

Régimes complémentaires de pension instaurés selon la loi modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension

1. Cotisations personnelles **versées par un salarié**, déductibles à concurrence d'un plafond de 1 200 €
2. Contributions **versées par un travailleur indépendant**, déductibles dans les limites de la loi (joindre le certificat du gestionnaire agréé)

1605	1606
0438	0439
1605+1606	
* 0440	

1609	1610
0458	0459
1609+1610	
* 0460	

1607	1608
6438	6439
1607+1608	
6440	

Affiliation à un régime complémentaire de pension mis en place par une entreprise au profit de ses salariés

oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>
------------------------------	------------------------------	------------------------------	------------------------------

C. Libéralités

Libéralités (la somme des dons ne peut être ni inférieure à 120 €, ni supérieure à 1 000 000 € et elle ne peut pas dépasser 20% du total des revenus nets; les montants dépassant ces limites peuvent être reportés sur les deux années d'imposition subséquentes et doivent être indiqués sur une annexe)

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1611	1612
1611+1612	
* 1522	

Report libéralités 2022

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1613	1614
1613+1614	
* 1521	

Report libéralités 2023

Bénéficiaire
1615
1618
1621
1624
1627
1630

Total des libéralités versées en 2024

Libéralités versées en 2024	
1616	1617
1619	1620
1622	1623
1625	1626
1628	1629
1631	1632
1633	1634

1633+1634  
\* 1520

D. Pertes d'exploitation reportables

Pertes d'exploitation reportables dans les conditions de l'article 114 L.I.R. (suivant détail en annexe)

Total des pertes reportables

Pertes reportables revenus non exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1635	1636
0560	0561
1635+1636	
* 0562	

Pertes reportables revenus exonérés	
Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
1637	1638
6560	6561
1637+1638	
6562	

Total des dépenses spéciales déductibles (à reporter à la page 20, case 2037 «dépenses spéciales»)

1639



N° dossier

Année 2024

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Demande pour un abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires

☐ 1701 Abattement de revenu imposable du fait de charges extraordinaires (article 127 L.I.R.) qui sont inévitables et qui réduisent de façon considérable la faculté contributive.

Le détail des charges doit être indiqué ci-après. Dans le cas de frais de maladie, le montant brut, le détail des frais exposés et le détail des remboursements par des tiers sont à joindre. Dans le cas de l'entretien de parents nécessiteux, leurs noms, le détail de leurs revenus, la durée de l'entretien, le montant de la charge et le ménage, dont les parents nécessiteux font partie, sont à indiquer.

Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	
	1702		1703
1601		1702+1703	2601
		0601	
			1704
			1705
			1706
			1707

Abattements forfaitaires prévus pour les charges extraordinaires suivantes:

☐ 1708 Invalidité et infirmité (règlement grand-ducal modifié du 7 mars 1969)

Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	
Certificat médical	1709	Certificat médical	1712
<input type="checkbox"/> déjà présenté		<input type="checkbox"/> déjà présenté	
<input type="checkbox"/> en annexe	1710	<input type="checkbox"/> en annexe	1713
	1711 %		1714 %
	1605		2605

☐ 1715 Frais de domesticité, frais d'aides et de soins en raison de l'état de dépendance, frais de garde d'enfant (règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2008)

Contribuable		Contribuable conjoint / partenaire	
Nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)	1716	Nom du bénéficiaire (hommes/femmes de charge, crèche, etc.)	1717
Montant mensuel des frais	1718	Montant mensuel des frais	1719
Pendant (mois)	1720	Pendant (mois)	1721
Montant annuel des frais	1722	Montant annuel des frais	1723
	1603		2603
	0603		

☐ 1724 Abattement de revenu imposable pour charges extraordinaires en raison des enfants n'ayant pas fait partie du ménage du contribuable. L'abattement n'est pas accordé lorsque les deux parents de l'enfant partagent, avec leur enfant, une habitation commune.

Nom et prénom de l'enfant	Date de naissance / n° d'identification	Montant annuel des frais	Spécification de la formation professionnelle (école/université)
a) Enfants âgés de moins de 21 ans au 1/1/2024 ou nés en cours de l'année 2024 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et d'éducation			
	1725	1726	1727
	1728	1729	1730
	1731	1732	1733
			1650 / 2650
			0650
b) Enfants âgés d'au moins 21 ans au 1/1/2024 - dont j'ai supporté principalement (plus de 50%) les frais d'entretien et les dépenses relatives aux études			
	1734	1735	1736
	1738	1739	1740
			1741

N° dossier								Année 2024			

Contribuable	Contribuable conjoint/partenaire
--------------	-------------------------------------

C/A/I	<p>Demande pour l'amortissement selon l'article 32, alinéa 1a L.I.R. (la demande doit être appuyée par un bilan fiscal et le montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2024 doit être indiqué)</p> <p>Montant de l'amortissement non déduit au bilan fiscal 2024</p> <p>Montant de l'amortissement différé déduit au bilan fiscal 2024</p>	<p>Bénéfice commercial</p> <p>Bénéfice agricole et forestier</p> <p>Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale</p>	<div><input type="checkbox"/> 1801</div> <div><input type="checkbox"/> 1803</div> <div><input type="checkbox"/> 1805</div>	<div><input type="checkbox"/> 1802</div> <div><input type="checkbox"/> 1804</div> <div><input type="checkbox"/> 1806</div>	<div>1807</div> <div>1809</div>	<div>1808</div> <div>1810</div>		
C	<p>Demande en obtention d'une <b>bonification d'impôt pour investissement</b></p> <div><input type="checkbox"/> 1811 Selon report de la case 213 du modèle 800</div> <div><input type="checkbox"/> 1814 Selon report de la case 214 du modèle 800</div> <div><input type="checkbox"/> 1817 Selon report de la case 215 du modèle 800</div>		<div>1812</div> <div>1023</div>	<div>1813</div> <div>1812+1813</div> <div>1024</div> <div>1068</div>	<div>1815</div> <div>1027</div>	<div>1816</div> <div>1815+1816</div> <div>1029</div> <div>1069</div>	<div>1818</div> <div>1153</div>	<div>1819</div> <div>1818+1819</div> <div>1154</div> <div>1076</div>
C/A/I	<p>Demande en obtention d'une <b>bonification d'impôt en cas d'embauchage de chômeurs</b></p> <div><input type="checkbox"/> 1820 Selon report de la ligne 18 du modèle 805</div> <p>(le certificat de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) attestant le placement et la continuation de l'emploi est à joindre pour chaque salarié)</p>		<div>1821</div> <div>1033</div>	<div>1822</div> <div>1821+1822</div> <div>1034</div> <div>1075</div>				
A	<p>Demande en obtention de l'<b>abattement spécial agricole</b> en cas d'aides à l'installation</p> <div><input type="checkbox"/> 1823 Le certificat délivré par le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est à joindre lorsque vous tombez sous le champ d'application de l'article 37 de la loi modifiée du 18 avril 2008. Veuillez joindre l'annexe 146 si vous tombez sous le champ d'application de l'article 53 de la loi modifiée du 27 juin 2016.</div>		<div>1824</div> <div>0668</div>	<div>1825</div> <div>1824+1825</div> <div>0669</div> <div>0670</div>				
C/A/I/S/P	<p>Demande en obtention d'un <b>crédit d'impôt barème (« CIB »)</b> :</p>		<div><input type="checkbox"/> 1826</div>	<div><input type="checkbox"/> 1827</div>				
S	<p>Demande en obtention d'un <b>crédit d'impôt heures supplémentaires (« CIHS »)</b> :</p>		<div><input type="checkbox"/> 1828</div>	<div><input type="checkbox"/> 1829</div>				

N° dossier										Année 2024																								
										Contribuable										Contribuable conjoint/partenaire														
Salaires	Retenue d'impôt à la source sur les <b>salaires</b>																				1901					1902								
																					1084					1085								
Pensions	Retenue d'impôt à la source sur les <b>pensions</b>																				1903					1904								
																					1087					1088								
C/A/I/CM	Retenue d'impôt à la source sur les <b>revenus de capitaux</b> (dividendes, etc.)																				1905					1906								
																					1017					1905+1906					1018			
C/A/I/CM	<b>Impôt étranger</b> imputable suivant les conventions contre les doubles impositions																				1907					1908								
																					1041					1907+1908					1042			
C/A/I/CM	<b>Impôt étranger</b> imputable suivant annexe (en absence d'une convention)																				1909					1910								
																					1081					1909+1910					1082			
C/A/I	<b>Retenue d'impôt à la source luxembourgeoise</b> (article 6 de la loi modifiée du 23 décembre 2005) sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière																				1911					1912								
																					1111					1911+1912					1211			
—	Retenue d'impôt à la source sur les <b>tantièmes</b>																				1913					1914								
																					1048					1049								

Déclaration en vertu de l'article 7 de la loi modifiée du 25 mars 2020 relative aux dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration (DAC 6)

https://impotsdirects.public.lu/fr/echanges\_electroniques/dispositiftransfrontieres.html

Le contribuable a-t-il utilisé au cours de l'année d'imposition un ou plusieurs dispositifs transfrontières devant faire l'objet d'une déclaration au sens de la directive (UE) 2018/822 ?

oui ☐ 1915      non ☐ 1916

Références (Arrangement ID\*) du/des dispositifs transfrontières ayant fait l'objet d'une déclaration dans l'Union européenne:

1917

1918

Observations éventuelles:

1919

1920

1921

\* Pour les dispositifs déclarés au Luxembourg, un Arrangement ID est communiqué au déclarant initial après dépôt de la déclaration via la plateforme MyGuichet.lu et doit être transmis à tout contribuable concerné.

REVENU IMPOSABLE 2024

N° dossier

Année 2024

Revenus non exonérés				Revenus exonérés			
Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire		Contribuable		Contribuable conjoint/partenaire	
Détermination du revenu imposable							
Récapitulation des revenus nets							
Bénéfice commercial ( C/A )	2001	2002	2003	2004			
Bénéfice agricole et forestier ( C/A )	2005	2006	2007	2008			
Bénéfice provenant de l'exercice d'une profession libérale ( I )	2009	2010	2011	2012			
Revenu net provenant d'une occupation salariée ( S )	2013	2014	2015	2016			
Revenu net résultant de pensions ou de rentes ( P )	2017	2018	2019	2020			
Revenu net provenant de capitaux mobiliers ( CM )	2021	2022	2023	2024			
Revenu net provenant de la location de biens ( L )	2025	2026	2027	2028			
Revenus nets divers ( D )	2029	2030	2031	2032			
Total des revenus nets	2033	2034	2035	2036			
Dépenses spéciales ( DS )				2037	*		
Revenu imposable				2038			

Les données à caractère personnel communiquées par l'administré sont traitées par l'Administration des contributions directes en qualité de responsable du traitement et en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Pour plus de détails, vous pouvez consulter la rubrique «A à Z» du site internet de l'Administration des contributions directes, lettre «R», «Règlement général sur la protection des données (RGPD) - General Data Protection Regulation (GDPR)».

[www.acd.lu/fr/az/r/RGPD\\_GDPR.html](http://www.acd.lu/fr/az/r/RGPD_GDPR.html)

Les déclarations non signées sont considérées comme non avenues.

Nous affirmons / J'affirme que la présente déclaration est sincère et complète. Les détails des revenus déclarés, des dépenses spéciales, des charges extraordinaires, des retenues d'impôt à la source et des diverses demandes font partie intégrante de la présente déclaration.

\_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature contribuable

Signature contribuable conjoint / partenaire

Réservé à l'Administration

Abattement pour charges extraordinaires (article 127 L.I.R.)		Abattement au sens de l'article 153 (5) L.I.R.	0638/0639 0640 6638/6639 6640	
Abattement pour charges extraordinaires (article 127bis L.I.R.)		Revenu imposable ajusté (article 126 L.I.R.)		
Abattement extra-professionnel (article 129b L.I.R.)	0621/0622 0623 6621/6622 6623	Revenus extraordinaires imposables à un taux spécial		
Abattement immobilier spécial (article 129e L.I.R.)	0626 0627	Revenu à imposer suivant le barème		
Abattement construction spécial (article 129f L.I.R.)		Crédit d'impôt monoparental	1095	